

Marseille, le 18 février 2023



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Contre la loi immigration et contre les Centres de Rétention Administrative Pour une régularisation inconditionnelle de toutes et tous

Ce samedi 18 février, nous, collectifs, associations et syndicats qui militons pour les droits des personnes en situation d'exil, avons appelé à se rassembler contre la loi immigration proposée par Gérard Darmanin et contre l'enferment des personnes étrangères dans les CRA (Centre de Rétention Administrative).

Nous voulons signifier au gouvernement, aux Ministères de l'Intérieur et du Travail, ainsi qu'à leurs antennes locales préfectorales, que nous refusons de voir s'exercer une nouvelle loi qui bafoue toujours plus les droits des personnes étrangères en France. Nous refusons de voir s'instaurer de nouvelles pratiques de répression et la justification des actuelles dans le droit.

Nous revendiquons l'abandon de ce projet de loi qui va systématiser l'exécution des OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français) en augmentant leur nombre et en réduisant les voies de recours juridiques. La loi prévoit aussi d'associer les IRTF (Interdiction de Retour sur le Territoire Français) aux OQTF. Ceci signifie que les personnes seront maintenues dans la clandestinité, condamnées à vivre dans la peur des contrôles, suivi de l'enfermement et de l'expulsion. Ces personnes, si elles parviennent à se maintenir sur le territoire, constitueront une main d'œuvre corvéable à merci car non déclarée et risquant l'expulsion chaque jour.

Le volet travail de la loi nous indigne d'autant plus. Darmanin dit vouloir en finir avec l'hypocrisie, nous lui demandons d'avoir au moins la décence de ne pas en parler. L'État et le patronat décideront ensemble d'accorder des titres de séjour ou non et se garderont le droit de les reprendre n'importe quand et quelle qu'en soit la raison. L'État a besoin des personnes sans-papier à condition qu'elles travaillent et se taisent.

Nous terminons cette manifestation au CRA du Canet car le projet de loi de Darmanin est adossé à l'existence et à la multiplication des CRA. Nous nous opposons à l'enfermement des personnes étrangères. Nous demandons l'arrêt immédiat des constructions de nouveaux CRA partout en France (ouverture d'un second CRA à Lyon, construction à Olivet, agrandissement des CRA de Mesnil- Amelot et Vincennes et prévision des chantiers pour Nantes et Bordeaux.) ainsi que l'abolition de tous les CRA.

Nous lutterons contre ces lieux d'enfermement de manière à empêcher l'application de cette loi et pour en terminer avec la traque des personnes sans-papier !

La coordination marseillaise contre la loi immigration